

La Voix de la vérité : journal
des faits religieux, politiques,
scientifiques et littéraires /
réd. abbé Migne

. La Voix de la vérité : journal des faits religieux, politiques, scientifiques et littéraires / réd. abbé Migne. 1858-06-01.

1/ Les contenus accessibles sur le site Gallica sont pour la plupart des reproductions numériques d'oeuvres tombées dans le domaine public provenant des collections de la BnF. Leur réutilisation s'inscrit dans le cadre de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 :

- La réutilisation non commerciale de ces contenus ou dans le cadre d'une publication académique ou scientifique est libre et gratuite dans le respect de la législation en vigueur et notamment du maintien de la mention de source des contenus telle que précisée ci-après : « Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France » ou « Source gallica.bnf.fr / BnF ».

- La réutilisation commerciale de ces contenus est payante et fait l'objet d'une licence. Est entendue par réutilisation commerciale la revente de contenus sous forme de produits élaborés ou de fourniture de service ou toute autre réutilisation des contenus générant directement des revenus : publication vendue (à l'exception des ouvrages académiques ou scientifiques), une exposition, une production audiovisuelle, un service ou un produit payant, un support à vocation promotionnelle etc.

[CLIQUER ICI POUR ACCÉDER AUX TARIFS ET À LA LICENCE](#)

2/ Les contenus de Gallica sont la propriété de la BnF au sens de l'article L.2112-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

3/ Quelques contenus sont soumis à un régime de réutilisation particulier. Il s'agit :

- des reproductions de documents protégés par un droit d'auteur appartenant à un tiers. Ces documents ne peuvent être réutilisés, sauf dans le cadre de la copie privée, sans l'autorisation préalable du titulaire des droits.

- des reproductions de documents conservés dans les bibliothèques ou autres institutions partenaires. Ceux-ci sont signalés par la mention Source gallica.BnF.fr / Bibliothèque municipale de ... (ou autre partenaire). L'utilisateur est invité à s'informer auprès de ces bibliothèques de leurs conditions de réutilisation.

4/ Gallica constitue une base de données, dont la BnF est le producteur, protégée au sens des articles L341-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle.

5/ Les présentes conditions d'utilisation des contenus de Gallica sont régies par la loi française. En cas de réutilisation prévue dans un autre pays, il appartient à chaque utilisateur de vérifier la conformité de son projet avec le droit de ce pays.

6/ L'utilisateur s'engage à respecter les présentes conditions d'utilisation ainsi que la législation en vigueur, notamment en matière de propriété intellectuelle. En cas de non respect de ces dispositions, il est notamment passible d'une amende prévue par la loi du 17 juillet 1978.

7/ Pour obtenir un document de Gallica en haute définition, contacter utilisation.commerciale@bnf.fr.

LA VOIX DE LA VÉRITÉ

Bases de ce journal : Peu de longs articles. Des faits non des phrases. Impartialité complète. La presse entière dans La Voix de la Vérité.

REDICTION.
Tous les articles qui concernent l'administration doivent être adressés au bureau du journal, au Petit-Montrouge, Imprimerie de L. Migne.

ADMINISTRATION.
Tous les articles qui concernent l'administration doivent être adressés au bureau du journal, au Petit-Montrouge, Imprimerie de L. Migne.

PRIX D'ABONNEMENT.
1 AN 50 fr. ; 6 MOIS 26 fr. ; 3 MOIS 13 fr. 50 c.
On ne peut s'abonner qu'en espèces et par mandat.

ANNONCES.
Les annonces sont reçues au bureau de l'Agence de publicité, rue Cassette, 25, chez M. DUSSEIER.

ABONNEMENTS.
On s'abonne à l'imprimerie du Petit-Montrouge, barrière d'Enfer (de Paris). — En province, chez tous les libraires et directeurs de postes et messageries. — Les Directeurs des postes n'ont droit à aucune remise prime ou commission pour les mandats qu'ils délivrent.

MARDI 1^{er} JUIN.
N^o 152.
Nous prions les personnes qui ont souscrit pour l'abonnement à la Voix de la Vérité, de vouloir bien nous adresser leur mandat, afin que nous puissions leur adresser le journal à leur domicile.

« Je ne puis supporter la pensée, c'est de ne pas trouver ailleurs un prêtre qui puisse me comprendre. Comment me confesser ? Il y a donc pour ces pauvres âmes bien des sortes de souffrances. Cependant aucune ne veut consentir à demander grâce au régent. Elles ont raison ; il y aurait lâcheté. Plusieurs songent à se pourvoir en cassation ; mais on n'en attend aucun bon résultat. Cela exposerait les malheureuses exilées à partir dans l'arrière-saison, au moment où les voyages sont très-dangereux pour les petits enfants.

mande motivée au préfet qui prendra toutes les mesures exigées par la loi sur cette matière et spécialement par celle du 3 mai 1844. Il indiquera la part que la commune ou la fabrique doit prendre dans l'exécution de ces mesures. Mais il ne faut pas oublier que légalement et canoniquement l'évêque doit être consulté ; c'est après son approbation et par son intermédiaire que les pièces doivent être adressées au préfet, même quand la commune ferait seule une délibération, parce que tout ce qui regarde les églises est de la compétence de l'évêque du diocèse où elles sont situées. Puisque toutes les églises nécessaires au culte sont mises à sa disposition. (Loi organique, 75.)
PERDU, doyen d'Airaines.

tion des renseignements peu satisfaisants. Il paraît, en effet, que M. le baron Gros et lord Elgin ont reçu une réponse de Pékin conçue dans les termes les plus élogieux et ne laissant aucun espoir d'obtenir les satisfactions que les alliés se croient en droit d'attendre, autrement que par la force. L'inertie du gouvernement chinois est évidemment calculée, dit le correspondant du *Courrier de Marseille*, et tend à fatiguer les forces expéditionnaires, jusqu'au moment où la cour de Pékin croirait pouvoir opposer une résistance ouverte aux réclamations de la France et de l'Angleterre. Ainsi, on ne doutait pas que les forces combinées n'entreprissent bientôt de nouvelles hostilités. Les amiraux ont eu à ce sujet plusieurs conférences ; mais rien n'a transpiré sur le plan des futures opérations qui n'auraient lieu, en tout cas, qu'avec la mauvaise saison déjà avancée.

mais transférer soit à l'Etat, soit à des compagnies, sous le nom de l'Etat, des masses prodigieuses de richesses communes, avec exemption légale des charges qui pèsent sur toute propriété privée, c'est pratiquer le droit d'égalité ; c'est ainsi que nous raisonnons en temps de progrès. Tout cela couvre toujours la même pensée, la pensée d'un système d'Etat, qui absorbe en soi tous les droits, soit privés, soit collectifs ; ce qui dépasse de beaucoup l'idée de l'omnipotence fictivement attribuée à la royauté, même aux temps où la monarchie fut la plus absolue ; car si Louis XIV croyait pouvoir dire : *l'Etat, c'est moi*, il n'entendait pas, et nul n'entendait autour de lui, que dans l'Etat se résumait et s'abîmait la propriété soit personnelle des sujets, soit collective des établissements.

Nouvelles religieuses.

On lit dans la *Gazette de France* :
Il n'y a pas un demi-siècle encore que Batignolles et Monceaux, alors assez éloignées l'une de l'autre, formaient hors barrière deux quartiers hameaux. Batignolles et Monceaux se sont construits comme par enchantement, et n'ont plus formé qu'une seule agglomération érigée en commune sous le nom de Batignolles-Monceaux, par ordonnance du 18 février 1830. La population de cette nouvelle ville ne compte pas aujourd'hui moins de cinquante-cinq mille âmes. On comprend que cet étonnant accroissement n'ait pas tardé à rendre insuffisante, par l'extension du culte religieux, une seule église paroissiale de date ancienne.

Dès les premiers temps de la prise de possession de son siège, Mgr le cardinal Morlot fut frappé des inconvénients de cet état de choses. La partie nord de la commune se trouvait trop éloignée de l'église pour assister aux offices sans en éprouver une grande gêne ; d'ailleurs, l'exiguïté même de l'église ne le rendait accessible qu'à une très faible fraction des habitants. Grâce au zèle de M. l'abbé de Lapanche, curé désigné, en peu de mois Batignolles-Monceaux a vu jeter les fondements et s'élever jusqu'à un parfait équilibre une église, sous le vocable de Saint-Michel, remarquable par la correction de ses formes architecturales et le caractère chrétien dont elle est empreinte. Saint-Michel a été bâtie au point où se joignent l'avenue de Saint-Ouen et celle de Clichy. M. le curé en avait confié l'érection à M. Billeau, qui avait déjà signalé dans la construction de Saint-Eugène les avantages d'un système alliant l'économie à la solidité et permettant de réaliser les plus gracieuses proportions architecturales, et surtout de donner ce caractère chrétien qu'on regrette de ne pas pouvoir même demander à la plupart des églises provisoires ou à bon marché récemment bâties. C'est par l'ingénieur en chef de la fontaine que M. Billeau est parvenu à obtenir des résultats tellement satisfaisants, qu'il peut proposer la nouvelle église de Saint-Michel à Batignolles comme un modèle des églises à édifier, alors surtout que le temps et la dépense sont limités. On espère, sous peu de jours, voir la solennelle inauguration de Saint-Michel. Ce sera une fête pour les habitants de Batignolles-Monceaux. (De Selle.)

Une grande ordination a été faite hier par S. E. l'archevêque de Lyon. On n'a pas compté moins de 34 prêtres, 32 diacres, 18 sous-diacres, 22 minorés et 59 tonsurés.

Les confesseurs de la foi à Stockholm.
« Stockholm, 21 mai.
« Je devais vous écrire hier par le bateau pour vous parler en détail de nos chères néophytes ; mais, à dire vrai, mon émotion était si grande que j'étais hors d'état d'écrire sans beaucoup d'arrêtement contre un arrêt unique en notre siècle.

« J'étais troublé d'entendre ces pauvres mères demander avec anxiété si nous pensions qu'il leur serait permis d'emmener leurs enfants. De six femmes condamnées, cinq sont mères, et presque toutes d'enfants en bas-âge. Plusieurs nous ont dit : « Je ne quitterai ni ma religion, ni mes enfants. Elles disaient encore : « Si l'on fait souffrir la misère en pays étranger, nous la souffrirons, mais nous garderons notre foi.

« Toutes seront obligées de renoncer à une sorte d'aisance, puisqu'elles travailleront ou ont un commerce qui soutient la famille. Il faudra quitter tout cela. Aucune ne comprend une langue étrangère ; et les mères consentiront-elles à risquer de menacer ailleurs leur pain et celui de leurs enfants, sans savoir même s'expliquer pour le demander ? Si quelques-uns ne veulent pas partir, à qui resteront les enfants ? Tout cela est en question. Que de force ne faut-il pas à nos chères néophytes pour résister à tant d'épreuves ? L'une d'elles disait hier en pleurant à chaudes larmes : « On me conduira peut-être à la frontière sur la charrette des prisonniers pour me déposer dans un pays étranger où je ne saurais pas même m'enfuir ; je n'y soumetts ; mais ce dont

L'une d'elles est mariée depuis six ans à un garçon boulanger honnête et bon travailleur ; elle a un commerce qui a suffi très-convenablement jusqu'ici aux besoins de la famille. Maintenant, il faut tout quitter, renoncer à cette honnête aisance, vendre à vil prix un modeste mobilier, parce qu'il leur est enjoint d'être hors des frontières le 18 juin. Il faut donc se hâter, et voilà cinq personnes, père, mère et trois enfants, réduites à la misère. Cette famille se suffisait, mais n'avait pas pu encore faire d'économies. Les voilà pauvres et terrifiés, mais ils ont entendu dire qu'en France il y a tant d'âmes pieuses et charitables. Ils vont se jeter dans leurs bras, et leur garantissent que cette confiance ne sera pas trompée. C'est donc M. et Mme Andersson, et leurs trois petits anges, que nous vous envoyons. Votre charité sera ingénieuse à les secourir, et à leur procurer quelques dédommagements de tous les sacrifices qu'ils ont faits ! Mme Andersson a paru bien des fois devant la police correctionnelle, devant le consistoire, devant les tribunaux, et partout elle a soutenu avec fermeté sa foi catholique. Elle mérite l'intérêt de nos frères dans la foi.

« Cette jeune femme a vingt-six ans ; elle et son mari, âgé, je crois, de trente, sont actifs et bons travailleurs. Nous allons soigner leurs intérêts et tâcher de leur adoucir les fatigues du voyage, en leur rendant plus commode, du moins autant que possible. A la fin de juin, ils seront à Paris. Peut-être qu'un boulanger allemand occuperait M. Andersson, et qu'on fera travailler un peu sa femme, autant qu'elle le pourra en soignant ses trois enfants. Dans tous les cas, il s'agit de les soutenir pour les premiers mois, et c'est ce que nous attendons des collectes que sans doute votre charité va organiser.

« Les autres familles n'ont pas encore choisi le lieu de leur exil. Les uns parlent d'aller à Vienne, les autres à Munich, les autres à Copenhague. »
(Pour extrait : Du Lac. — Univers.)

CULTE PROTESTANT.

On lit dans l'*Union* :
« En Californie une loi sur l'observation du dimanche a été adoptée par la législature et approuvée par le gouvernement. Elle sera mise à exécution à partir du 1^{er} juin prochain. Elle défend l'ouverture de tout magasin ou maison d'affaires ce jour-là. Il n'y a d'exception que pour les hôtels, les restaurants, les écuries de louage et les pharmacies. Toute vente de marchandises ou denrées est prohibée, sauf celle de la viande fraîche, du poisson ou du lait, qui pourra avoir lieu le matin jusqu'à dix heures. On ne voit pas qu'aucune opposition sérieuse ait été faite à l'adoption de cette mesure dans les chambres ou parmi la population. En tout cas, la loi sera certainement obéie. Nous sommes obligés d'avouer qu'il n'en serait sans doute pas ainsi en pays catholique, en France.

Pour les Nouvelles religieuses, L. Migne.

Droit canon.

CONSULTATION.

Un terrain d'environ 2 mètres qui entoure l'église et qui n'appartient au voisin qu'à titre de prescription n'est beaucoup à la salubrité de l'église à cause de plusieurs arbres qui y sont plantés, sans parler de la servitude de demander au voisin la permission d'entrer sur ce terrain lorsqu'il s'agit de visiter l'église à l'extérieur ou de faire exécuter des travaux.

Une expropriation est nécessaire pour posséder ce terrain. Le conseil de fabrique et le conseil municipal ont pris chacun une délibération à l'unanimité dans ce sens.

Quelle marche à suivre pour arriver à bonne fin ?

RÉPONSE.
Si la commune ou la fabrique veut se rendre propriétaire de ce terrain par le moyen d'expropriation pour cause d'utilité publique il suffit d'adresser une dé-

Nouvelles politiques.

GUERRE DE L'INDE.

On lit dans la *Gazette de France* :
« Les nouvelles de l'Inde sont toujours très-défavorables aux Anglais. Les feuilles de Londres essaient de faire croire que l'incursion à laquelle sir Colin Campbell est condamné, est le résultat d'une tactique de guerre, d'un plan de campagne arrêté. Le général en chef préparait l'investissement du Rohilcund. Il n'a pu mener Lucknow, et on lui prête le projet de vouloir entourer une province grande comme la moitié de la France. La vérité est que l'armée européenne est dans des conditions sanitaires on ne peut plus mauvaises, et que tous les plans de campagne imaginés sont des chimères en égard à la faiblesse de l'effectif ; que les envois de renforts ont complètement cessé, et que l'administration anglo-indienne, à bout de moyens, songe sérieusement à réorganiser des corps d'indigènes. En attendant, l'*United Service Gazette* annonce que 150 officiers, servant dans les Indes, ont donné leur démission au général sir Colin Campbell. On ne dit pas comment sont motivées ces démissions. »

Le même journal ajoute :
« Une lettre de commerce écrite de Calcutta et citée par la *Gazette de l'Inde* constate que le but des Anglais à Lucknow et les longues combinaisons de lord Canning et du général Campbell ont été déconcertées, que le siège de la guerre est seulement changé, que les Anglais eux-mêmes déclarent qu'ils n'ont rien gagné par la prise de cette ville déserte, sauf des lauriers dont ils n'avaient plus besoin. La lettre conclut de là qu'évidemment les hommes qui sont à la tête du gouvernement de l'Inde ne sont pas à la hauteur de leur rôle.

« Les districts de Jaunpore, Gorakhpore et Azimgarh, ajoute-t-elle, ont été repris par les rebelles, et ils se maintiennent encore, aux derniers avis, dans les deux premiers, où ils se trouvent en forces considérables. La cherté des vivres va en augmentant ; il en est de même des maladies ; mais le gouvernement tient tout secret, autant qu'il le peut. »

— On écrit au *Sicéle* :

« Le bruit a couru que le gouverneur-général a l'intention de retourner à Calcutta vers la fin du mois, et de là se rendre en Angleterre. Nous ne sommes pas éloignés d'ajouter foi à ces bruits, car il paraît que Sa Seigneurie ne jouit pas d'une très-bonne santé dans la province du Nord, et surtout nous pensons que la cause principale de ce départ a été le transport du gouvernement de Delhi dans les provinces du nord-ouest, et la création de la nouvelle Euténance. Nous ne croyons point à ces bruits qu'on aurait donnés au gouverneur de revenir dans le sud. Le changement de ministère, même si le nouveau cabinet paraissait devoir rester au pouvoir, rend la démission du gouverneur-général nécessaire. »

— Le *Bengal Hurkaru*, journal de Calcutta, publie un résumé des nouvelles de l'Inde. Le commandant en chef veut cerner les insurgés sur le territoire de Rohilcund ; mais les chefs s'opposent probablement à l'exécution de ses plans. Les insurgés se partagent en trois corps :
Une colonne commandée par Goolam Hassan menace Bénarès, Jaunpore et Azimgarh, place au secours de laquelle est accouru le général sir E. Lugard ;
Les insurgés de Kotah, quoique battus près de Puthyghur par le brigadier Leaton, causent encore des inquiétudes ;
Enfin, la reine d'Assam, espèce d'amazone indienne, dirige les opérations d'une troisième colonne. Elle a pris une forte position à Jaloum, afin de s'opposer à l'armée de l'Inde centrale, qui est placée sous les ordres de sir Hugh Rose. !

— Nous publions plus loin deux lettres particulières de Chine, du 12 avril, qui donnent sur la situation de notre expédition des renseignements peu satisfaisants. Il paraît, en effet, que M. le baron Gros et lord Elgin ont reçu une réponse de Pékin conçue dans les termes les plus élogieux et ne laissant aucun espoir d'obtenir les satisfactions que les alliés se croient en droit d'attendre, autrement que par la force. L'inertie du gouvernement chinois est évidemment calculée, dit le correspondant du *Courrier de Marseille*, et tend à fatiguer les forces expéditionnaires, jusqu'au moment où la cour de Pékin croirait pouvoir opposer une résistance ouverte aux réclamations de la France et de l'Angleterre. Ainsi, on ne doutait pas que les forces combinées n'entreprissent bientôt de nouvelles hostilités. Les amiraux ont eu à ce sujet plusieurs conférences ; mais rien n'a transpiré sur le plan des futures opérations qui n'auraient lieu, en tout cas, qu'avec la mauvaise saison déjà avancée.

Revue de la Presse.

Pour les Nouvelles politiques, L. Migne.

On lit dans l'*Union* :
« L'opinion se prononce de plus en plus contre l'aliénation du bien des pauvres ; symptôme considérable et qui montre combien une discussion calme, régulière, modérée, garde encore de puissance. Ainsi, voici que la plupart des feuilles publiques de la France multiplient leurs adhésions au principe de la conservation du patrimoine immobilier.

« A l'étranger, même observation, et ce matin, le *Constitutionnel*, sans y applaudir, il est vrai, constatait qu'en Angleterre c'est une désapprobation générale.

« Chaque jour, autour de nous, les partisans de la mesure deviennent plus timides, plus réservés. On a vu le mouvement en arrière de la *Presse* ; cet auxiliaire compromettant fait aujourd'hui à la circulaire la charitable faveur de son silence. Quant au *Sicéle*, il y met plus de façons, et il se croit obligé de voiler ses intentions de retraite derrière des plaisanteries d'un goût assez douteux. »

M. Lauretie ajoute dans la même feuille :

« Une remarque subsiste ; elle se rapporte au droit commun de propriété. Tout ce qui touche à ce droit exige une réserve extrême, car il est le fondement de la société ; et, le jour où il serait ébranlé dans la pensée des hommes, il n'y aurait entre eux de lien possible que celui de la force pure.

« Aussi avait-il été effrayant d'entendre un journal, à l'occasion de cette circulaire de M. le ministre de l'intérieur, s'écrier qu'un auxiliaire imprévu lui venait dans la question sur ce droit de dépossession qu'il avait auparavant soutenu ; et, certes, il donnait à la circulaire un sens qui dépassait la volonté gouvernementale ; mais sa logique ne révélait pas moins un grave danger que tout homme d'Etat doit vouloir conjurer.

« Où allait-on avec cette argumentation outrée, tirée du droit sur l'expropriation pour cause d'utilité publique, sinon au renversement de la propriété, c'est-à-dire de la société ?

« Ce droit, déjà extrême comme exception, serait une énormité inqualifiable comme principe général, ayant pour conséquence l'absorption par l'Etat de l'exercice commun du droit de posséder, de conserver et de transmettre. L'idée d'un tel droit n'entre dans la raison humaine que par une sorte de violence qui la renverse, et en 1848 et 1849, le simple énoncé du communisme, qui n'est autre chose que la dépossession ou l'aliénation du droit privé, suffit pour faire frissonner toute la France.

« Qu'on prenne donc garde au péril de cette logique ; la théorie aujourd'hui n'est plus la même qu'en 1848 ; mais les logiciens ne désespèrent pas de la ramener à leur système toujours le même, où toutes les personnalités s'effacent dans la personnalité de l'Etat.

« Aujourd'hui ils ne sauraient dire : plus de propriété ! c'est un autre mot qui les sert ; ils disent : plus de main-morte ! c'est leur cri nouveau ; mais il signifie toujours dans leur pensée : plus de transmission et plus de durée ! ce qui n'est que plus de liberté ! partant plus de droit propre !

« Qu'est-ce que la consolidation en rentes de la fortune publique ? N'est-ce pas par hasard une gigantesque main-morte ? Et la fondation de nos grandes compagnies industrielles, qu'est-ce ? et de quel nom appeler l'exemption de droits, appliquée à des capitaux collectifs de cinq à dix milliards de francs, si ce n'est de ce nom de main-morte, dont on se sert pour justifier la dépossession ?

« Les hommes se pipent avec des mots. Oter à une fondation catholique, ayant un objet défini d'utilité publique ou populaire, c'est abolir un reste de main-morte.

Nouvelles artistiques.

Pour la Revue de la Presse, L. Migne.

Nous annonçons un fait heureux au Cergé. Jusqu'ici toutes les bannières, pour processions intérieures et même extérieures, avaient été faites, si nous ne nous trompons, sur étoffes de soie, de velours, ou autres tissus précieux ; et, plus l'étoffe était fraîche et brillante, plus l'air, le soleil et la pluie en faisaient rapidement leur proie. Poiné, pour la splendeur du culte et le peu de ressources de la plupart des églises, d'un inconvénient qui frappe, en très-peu de temps, de vétusté les choses les plus belles et les plus coûteuses, nous nous sommes demandé s'il ne serait pas possible d'y couper court en substituant une matière inaltérable à des matières si tendres. Or, nous avons trouvé cette matière tout près de nous, en employant la toile peinte à l'huile et en faisant des bannières mobiles comme on fait des tableaux fixes. Par ce simple procédé nous sommes donc arrivés à fabriquer des bannières d'une durée pour ainsi dire éternelle ; car tout le monde sait que les peintures à l'huile peuvent non-seulement braver toutes les intempéries des saisons, mais qu'elles deviennent plus belles après les épreuves du temps. C'est démontré par les tableaux des grands maîtres que les siècles n'ont rendus que plus vénérables et plus précieux. Ces nouvelles bannières peuvent se faire de toutes les grandeurs, admettre toutes les formes comme tous les sujets et même en représenter un différent sur chacune des deux faces ; de plus, outre leur incomparable solidité, elles sont d'un prix moindre que les bannières ordinaires et les figures sont infiniment plus belles. Ajoutons qu'on peut les laver en tout ou en partie toutes les fois qu'on a vu le malheur de les salir, sans craindre d'altérer en rien leur fraîcheur et leur beauté. Un de-

nier avantage de ces bannières, c'est que, quelque vent qu'il fasse, elles ne peuvent ni s'enrouler autour des bâtons, ni flotter au gré des vents, parce qu'elles sont fixées sur châssis de bois; elles demeurent ainsi constamment développées dans toute leur ampleur et sans admettre le plus léger pli en quelque circonstance que ce soit.

Nouvelles diverses.

La caserne monumentale projetée dans le jardin du Luxembourg, en bordure sur le boulevard de Sébastopol prolongé jusqu'à la barrière d'Enfer, ne nuira en rien à la plénitude générale de ce jardin, qui, pour dernière amélioration, sera entouré de grilles dans tout son parcours, depuis la place Saint-Michel jusqu'à l'avenue de l'Observatoire d'une part, et de l'autre, depuis cette avenue jusqu'à la rue de Valenciennes, dans toute la longueur de la rue de l'Ouest.

Les journaux du Canada annoncent la découverte dans cette contrée de gisements aurifères très-importants, dont l'exploitation menaçait la Californie d'une rude concurrence. Voici ce qu'on lit dans ces journaux :

« En faisant des recherches sur les produits naturels du territoire concédé à la compagnie de la baie d'Hudson, il nous est arrivé plusieurs fois de remarquer, dans les récits des voyageurs ou des rapports des explorateurs, que l'on existe dans les régions arctiques à l'ouest des montagnes rocheuses. Un savant géologue nous a même assuré avoir recueilli quelques cailloux aurifères sur l'île de Vancouver. Ces assertions viennent, paraît-il, d'être prouvées par la découverte de l'attention publique. Le *Pionier d'Olympia* assure que dernièrement, on a trouvé, dans le voisinage de Victoria, des spécimens d'or dont quelques-uns valaient 12 dollars. Une grande quantité de mineurs sont déjà livrés à l'extraction du précieux métal. Ils se font 5, 10 et jusqu'à 15 dol. par jour. La moyenne de leur gain est généralement de 8 dol. Le vapeur *Beaver*, de la compagnie de la baie d'Hudson, récemment arrivé à Victoria, des forts Hope et Langley, avait apporté seize livres de poudre d'or achetée aux mineurs de la rivière Fraser. »

La plupart des métiés et Canadiens-français, ainsi que bon nombre des résidents de l'île Vancouver, se sont avidement jetés dans la nouvelle exploitation. On parle de 7 à 800 personnes qui se dirigeraient vers cette autre Californie. Les chasseurs abandonnent les prairies, les pêcheurs les rivières, pour y courir. Aux vastes chantiers de Puget-Sound, on manque de bras, ainsi qu'aux houillères de Bellingham-Bay. En un mot, une révolution complète s'opère dans ces paisibles contrées. L'air sacré s'enlève des aventuriers, colons et trappeurs. Tous marchent à la conquête de l'Eldorado septentrional. Puissent-ils n'avoir pas lâché la proie pour l'ombre !

Le cheval qui a vaincu au Derby d'Epsom de cette année avait 480,000 liv. st. (12 millions de francs) engagés sur sa tête. Ce grand vainqueur s'appelle *Beadman*. Il a rapporté à son propriétaire, seulement dans cette course, 750,000 fr. Le portrait de ce noble animal était vendu le soir même du Derby dans les rues de Londres. On l'avait imprimé sur des foulards en coton qu'on vendait 1 shilling. Les gens qui connaissent les arcanes de cette grande journée du Derby s'estiment que l'on peut évaluer à un demi-milliard le déplacement monétaire qui s'opère par suite des paris. Il y a cinquante chevaux en ligne dans une seule course, et, sur chacun de ces chevaux, selon qu'on les estime plus ou moins, les gentlemen-riders engagent une partie de leur fortune, et quelquefois leur fortune tout entière.

Dans la nuit du 20 au 21 mai, il a été volé à la sacristie de l'église de Saint-Ursule, une patène estimée 80 fr. et une poignée de sous, à différents millésimes. Il est probable que l'auteur de ce méfait était resté caché dans l'église jusqu'à la fermeture des portes. Après avoir accompli son larcin, il s'est échappé par deux battants qu'il était facile d'ouvrir de l'intérieur.

Une famille allemande de Baltimore vient, dit le *Courrier des Etats-Unis*, d'être vivement émue par un singulier cas de mort apparente. Mme Schwabenhaus, malade depuis longtemps, paraissait avoir rendu le dernier soupir dans la nuit de lundi à mardi. Les personnes qui la soignaient purent observer sur elle toutes les symptômes de la mort : son corps était glacé, ses membres roides. Après avoir rendu au cadavre les derniers devoirs, et quand tout fut prêt dans la chambre mortuaire pour l'enterrement, les assistants allèrent prendre quelque repos. M. Schwabenhaus, épuisé de fatigue, les suivit bientôt. Il était livré à un sommeil agité, quand, vers six heures du matin, la voix de sa femme vint frapper son oreille. Il crut d'abord être le jouet d'un rêve ; mais son nom, répété à plusieurs reprises, ne lui laissa bientôt aucun doute et il se précipita dans la chambre de sa femme. Celle qu'on avait laissée pour morte était assise dans son lit, paraissant jouir de toutes ses facultés, et plus forte qu'elle ne l'avait jamais été depuis le commencement de sa maladie.

Mme Schwabenhaus demanda de l'eau, puis désira ensuite boire du thé et du vin. Elle pria son mari d'aller endormir leur enfant, qui pleurait dans la chambre voisine. Mais ce dernier était trop ému pour cela ; il courut réveiller tout le monde dans la maison. La malade accueillit en souriant ses amis, ses domestiques, qui ne s'approchaient de son lit qu'en tremblant. Elle ne paraissait pas surprise des apprêts funéraires qui frappaient son regard : « Je sais que vous me croyez morte, dit-elle ; je n'étais qu'endormie cependant. Mais pendant ce temps mon âme s'est envolée vers les régions célestes ; un ange est venu me chercher, et nous avons franchi l'espace en quelques instants. Cet ange qui me conduisait, c'était la petite fille que nous avons perdue l'année dernière... Oh ! j'aurais bien voulu la rejoindre... A présent que j'ai goûté des joies du ciel, je ne voudrais plus vivre ici-bas. J'ai demandé à l'ange de venir embrasser encore

une fois mon mari et mes enfants ; mais bientôt il reviendra, me chercher... » A huit heures, après qu'elle eut tendrement pris congé de son mari, de ses enfants et d'une foule de personnes qui l'entouraient, Mme Schwabenhaus expira réellement. Cette fois, ainsi qu'il fut constaté par les médecins, de façon à ne laisser subsister aucun doute. Cette scène a vivement ému les habitants de Baltimore.

Pour les Nouvelles diverses, L. MIGNÉ.

Nouvelles étrangères.

LOMBARDIE.

L'archiduc Ferdinand-Maximilien, accompagné du duc de Melzi, s'est rendu hier matin en carrosse chez Alexandre Manzoni. Le duc, au nom du prince, a visité la famille de l'illustre malade pour en demander des nouvelles. Le mieux est sensible ; mais la faiblesse est encore si grande, que Son Altesse Royale, par une attention délicate, a voulu lui éviter le danger d'une émotion trop forte en se présentant personnellement à son chevet. L'auguste prince s'est réservé le plaisir de conserver plus avec cet homme qui est la gloire de la littérature italienne, et l'un des plus nobles interprètes des belles inspirations du christianisme.

(Gazette de Milan.)

On lit dans la *Gazette officielle de Milan* du 26 :

« A partir de ce jour, nous ne publierons plus le bulletin de la santé de M. Alexandre Manzoni, qui, grâce au ciel va de mieux en mieux. »

PORTUGAL.

Toute négociation a été rompue entre la cour de Portugal et D. Miguel de Bragança ; il parait que ce dernier s'est refusé à reconnaître solennellement le roi D. Pedro V. En conséquence, sont anéantis tous les projets que l'on annonçait devoir être prochainement présentés aux Cortes portugaises.

(Espagne.)

Nous lisons d'autre part dans le *Pays* :

« Nous apprenons par une lettre de Rome que ces démarches, appuyées par le Saint Père, viennent d'être accueillies par don Miguel, et il est probable qu'un arrangement ne tardera pas à intervenir et à mettre un terme à la division qui existe entre les deux chefs de la maison de Bragança. »

Pour les Nouvelles étrangères, L. MIGNÉ.

Nouvelles judiciaires.

COUR D'ASSISES DE SEINE-ET-OISE.

Nous avons fait connaître dans notre dernier numéro, une affaire qui s'est terminée par une condamnation capitale. La session ne devait pas finir sans que deux autres accusés d'un tout autre genre, moins graves par la pénalité encourue, plus affligés par le caractère odieux des faits ne vinssent se dérouler devant le jury. L'une est une accusation d'attentat à la pudeur commis par un père sur son fils ; l'autre est une accusation de viol par un fils sur sa mère.

Le sieur Le..., exerçant la profession de géomètre-arpenteur, à N..., marié deux fois et resté veuf avec quatre enfants, avait toujours été considéré comme l'homme le plus moral, le plus honnête, comme le modèle des pères de famille de la localité, lorsqu'un étrange incident vint appeler sur lui l'attention et les investigations de la justice.

Le... avait confié à un de ses beaux-frères, demeurant à Paris, un de ses enfants que celui-ci s'était chargé d'élever et qu'il avait pour ainsi dire adopté. Vers la fin de l'année 1857, l'enfant tomba malade, et lorsqu'il fut en état de convalescence on l'envoya chez son père pour qu'il pût se rétablir complètement en respirant l'air de la campagne.

Au bout de quinze jours, L..., l'oncle de l'enfant, et par le fait son père adoptif, vint le lui rendre et déclara que son fils resterait désormais chez lui. L... et sa femme, qui s'étaient vivement attachés au petit Jules, ne purent s'habituer à cette séparation. Plusieurs lettres particulières, plusieurs démarches furent tentées par eux, mais en vain ; le père resta inflexible dans sa résolution. Ce fut alors que L..., étant venu voir son beau-frère, imagina de s'emparer de vive force de son neveu et de le soustraire à la maison paternelle. Dans ce but, il prit un billet à la station du chemin de fer, y fit monter l'enfant en secret, et il allait lui-même partir lorsque le père survint, réclamant énergiquement son fils. Une lutte s'engagea entre les deux beaux-frères ; la gendarmerie intervint et L... fut arrêté.

Ce fut alors qu'il révéla le secret de l'insistance qu'il avait mise à soustraire l'enfant à l'autorité de son père légitime. Il dit que depuis longtemps Jules L... lui avait confié les observations infâmes dont il était l'objet de la part du père de famille. L... entra dans des détails tellement circonstanciés que le brigadier de gendarmerie crut devoir entendre l'enfant sur l'heure même. Celui-ci, avant d'avoir pu communiquer avec son oncle, confirma les révélations qui venaient de se produire. L... fut interrogé à son tour, et ses réponses n'ayant pas paru satisfaisantes, une instruction eut lieu.

C'est dans ces circonstances que L... fut traduit devant le jury ; entre le père de la nature et le père de l'adoption, le choix pouvait être embarrassant. La voix accusatrice de l'enfant l'a emporté, et L... a été déclaré coupable par le jury, a été condamné par la Cour à dix années de réclusion, des circonstances atténuantes ayant été admises.

Gondet, né à Perdreuille, canton de Bonnières, c'est-à-dire parmi ces populations qui passent pour avoir conservé encore quelques traces de leur origine celtique, est bien en effet une espèce de sauvage d'une nature inculte et indomptable.

Condamné une première fois à l'année pour coups volontaires, une seconde, à huit jours d'emprisonnement pour outrages envers un ma-

gistrat ; une troisième fois, à trois mois pour coups envers sa femme et sa fille, il a fini par encourir une condamnation de quinze années de travaux forcés pour tentative d'assassinat.

Aujourd'hui, il est accusé d'avoir accablé de coups sa malheureuse mère, âgée de soixante-six ans, et dans un accès d'abrutissement déterminé par l'ivresse, de s'être porté envers cette pauvre femme au dernier outrage ! Celle-ci n'a parlé que dans la crainte que lui inspirait son fils, et depuis cet horrible événement, dit-elle, et sa raison s'est altérée. Gondet lui-même avait pris le parti de se soustraire par la fuite aux recherches de la justice. Mais il reparut vers la semaine de Pâques, fut arrêté immédiatement, et ne trouva d'autres ressources pour repousser l'accusation dont il était l'objet que de proférer les injures les plus violentes contre sa mère qui ne l'accusait qu'à regret. Il la traita de coquette, de menteuse, de femme à l'âme noire. Cette dernière profanation du caractère sacré de la mère de famille n'était pas fait pour faciliter la justification de Gondet sur la première accusation. Après de tristes débats dont on est heureux de ne point avoir à rendre compte, le fils indigne est condamné à vingt-cinq années de travaux forcés. Gondet s'est pourvu d'abord en cassation, puis, soit dégoût de la vie ou de l'action odieuse qu'il a commise, il a annoncé la résolution de se laisser mourir de faim, et depuis plusieurs jours il n'a pris aucune nourriture.

(Le Droit.)

Crimes et Accidents.

Une lettre de Spandau, du 27 mai, rapporte l'accident suivant :

Le capitaine baron d'Ende a été tué hier par accident, en faisant faire l'exercice à ses soldats. Il s'est placé devant un soldat pour lui apprendre le tir et s'est fait viser par lui. Malheureusement le fusil de ce soldat n'était pas chargé comme on le croyait, et le capitaine a reçu la balle dans l'œil. Il est tombé mort du coup.

Il y a quelque temps l'un des somptueux appartements nouvellement construits sur le boulevard de Sébastopol, fit voir à son balcon, en gigantesques lettres dorées ces mots : *Direction du Comptoir central d'escompte*. Il s'agissait d'une entreprise créée à grand renfort de réclames et de prospectus, par le nommé P... qui demandait, pour être répartie sur toute la France, des employés et des correspondants.

D'importants avantages étaient assurés à tous ceux qui feraient partie de l'administration ; mais, pour y obtenir un emploi, une formalité, une seule était indispensable, le versement d'un cautionnement. P... avait établi des bureaux disposés avec un grand luxe où l'on simulait le mouvement d'une maison faisant de grandes affaires, ce qui, au premier coup d'œil faisaient naître la confiance.

Un grand nombre d'individus n'hésitèrent pas à accomplir l'indispensable formalité, en confiant à P... pour s'assurer un avenir, le fruit de leurs économies. Ces cautionnements s'élevèrent, pour diverses personnes, jusqu'à la somme de 6,000 fr. Le chevalier d'industrie prit si bien ses mesures, qu'il fit des dupes partout et dans toutes les classes de la société. Un ancien officier de cavalerie habitant Versailles, jet qui devait avoir dans cette ville un bureau de correspondant du comptoir central d'escompte, loua de vastes locaux, fit exécuter des travaux d'appropriation, et attendit, mais en vain, les instructions qui devaient lui être envoyées.

Le directeur de l'entreprise avait mis la clef sous la porte et s'était enfui en emportant les cautionnements, qui se montaient à un total de 50,000 fr.

Nous apprenons que P... vient d'être arrêté à Genève ; mais les détails nous manquent sur les circonstances qui ont amené cette arrestation. L'information de cette affaire a été dirigée par le commissaire de la section Bourg-Alb.

(Droit.)

Nouvelles curieuses.

La semaine dernière, on venait de célébrer un mariage dans une commune des environs de La Bassée (Nord), quand tout à coup la mariée, agenouillée près de l'autel, fut prise des douleurs de l'enfantement. On lui fit tant bien que mal une couchette dans l'église même, où elle ne tarda pas à mettre au monde un enfant que M. le curé se hâta de baptiser, attendu son défaut de conformation. En effet, quelques heures après le pauvre enfant a rendu le dernier soupir. Cet événement, auquel on était loin de s'attendre, a causé une vive impression sur les habitants de cette commune.

Nouvelles météorologiques.

On a ressenti à Mayence, le 24 mai au soir, un tremblement de terre assez violent. Vers six heures et demie, deux fortes secousses, dans la direction du sud au nord, ont ébranlé les bâtiments de telle sorte que les habitants effrayés se sont réfugiés dans les rues. Presque aussitôt d'épais nuages qui planaient au-dessus de la contrée se sont déchargés sur la ville en torrents de pluie.

Un grand nombre de personnes prétendent que ce phénomène était accompagné d'un roulement semblable à celui du tonnerre. La *Gazette de Mayence* parle de trois secousses successives. On n'a pas de malheur à regretter ; quelques meubles ont été dérangés de leur place, quelques vases brisés ; plusieurs cheminées se sont écroulées. Les cloches de la tour Saint-Quintin se sont heurtées les unes contre les autres, et l'on a ressenti partout un mouvement ondulatoire. Au moment de la secousse, une grande quantité de personnes qui ont encore l'explosion de novembre dernier toute présente à la mémoire, ainsi que la secousse qui l'a suivie, ont été saisies d'une terreur subite.

A Oppenheim, le tremblement de terre, qui

s'est fait sentir en même temps qu'à Mayence, était accompagné d'un bruit sourd.

Des secousses ont aussi eu lieu dans la contrée environnante, à Biebrich et à Eppstein.

Nouvelles statistiques.

M. John Jay, dans un mémoire qu'il a le dernièrement à la Société de géographie et de statistique de New-York, donne sur la topographie de l'Union des détails fort intéressants. La vallée du Mississippi et de ses tributaires comprennent les deux cinquièmes du littoral national ; les possessions du Pacifique en composent un quart ; le littoral de l'Atlantique, un sixième ; le littoral des lacs, un vingt-sixième ; le littoral du golfe du Mexique, un neuvième. Les rivages maritimes ont 12,000 milles d'étendue ; en y comprenant ceux des fleuves navigables, on a une ligne de côtes de 33,000 milles de longueur.

De l'Atlantique au 98° degré de longitude, et dans les possessions américaines qui baigne le Pacifique, le sol est d'une remarquable fertilité. L'agriculture, on le sait, est la première et la plus féconde des industries américaines ; elle occupe 44 0/10 de la population mâle du pays, tandis que le commerce, les manufactures, les arts mécaniques, etc., n'en emploient que 30 0/10. Les cinq sixièmes des capitaux particuliers de l'Union sont, en outre, placés dans l'agriculture, dont les produits s'élèvent annuellement à environ 1,600,000,000 de dollars. Dans l'Etat de New-York, malgré la richesse de sa métropole, les trois quarts de l'impôt sont acquittés par l'agriculture.

Le nombre d'âmes occupées aux Etats-Unis et dans les territoires qui leur appartiennent est d'environ 500,000, répartis entre 1,600 comtés. On compte environ 1,500,000 fermes et plantations, contenant 115 millions d'acres de terres cultivées et 120 millions de terres non cultivées. Les fermes tiennent en moyenne 200 acres chacune et ont une valeur moyenne de 2,250 dollars, ainsi qu'une autre valeur d'environ 100 dollars, représentées par les ustensiles aratoires. Les plus grandes fermes sont situées dans les Etats du Sud ; la Caroline du Sud en renferme 9,000, dont 1,200 ont plus de 10,000 acres chacune. Les fermes les plus petites se trouvent dans le Maine ; elles ont en moyenne dans ce Etat, 97 acres. Dans les Etats de New-York, du New-Jersey, du New-Hampshire, de la Pensylvanie et de l'Ohio, la moyenne est d'environ 120 acres ; de 200 dans le Maryland, le Kentucky et le Tennessee ; de 500 dans la Virginie, la Caroline du Nord, le Mississippi et la Louisiane ; de 400 dans la Géorgie ; de 500 dans la Caroline du Sud ; de 900 au Texas, et de 4,400 en Californie. On sait que dans ces deux derniers Etats de vastes étendues de terrains appartenant à des particuliers, mais, comme elles se composent de forêts, elles ne figurent que nominativement dans la liste des fermes.

Nouvelles commerciales.

PRODUITS AGRICOLES.

Le tableau mensuel réglant les prix de l'avoine, de froment sur les marchés français, comparés à ceux du mois dernier, présente une baisse presque générale dans le prix des grains, savoir :

1^{re} classe, section unique, baisse de 1 fr. 5 c.
2^e classe, 1^{re} section, baisse de 67 c. ; 2^e section, baisse de 70 c.
3^e classe, 1^{re} section, baisse de 51 c. ; 2^e section, hausse de 42 c. ; 3^e section, sans changement.
4^e classe, 1^{re} section, baisse de 24 c. ; 2^e section, baisse de 39 c. (Gazette.)

REVUE DE LA SEMAINE.

Céréales. — Les farines se sont raffermies encore depuis la semaine dernière ; les transactions ont atteint le prix de 50 francs, mais en dernier lieu on offrait à 49 fr. 50. Ce cours était aussi celui des livraisons pour les mois qui suivent.

Seigles, sans changement, de 15 fr. 50 à 16 fr. 25 les 115 kil. réglés. — Orge, 15 fr. 50 à 16 fr. 50 les 100 kil. ; escourgeons, 19 à 19 fr. 50 ; hausse de 50 c. depuis huit jours. — Avoines de bonnes qualités à 34, à 35 les 130 kil. réglés ; avoines médiocres, de 30 à 32 fr. 50. — Foin 60 à 70 fr. Luzerne, 60 à 66 fr. ; paille de blé, 27 à 33 fr. ; paille de seigle, 28 à 33 fr. ; paille d'avoine, 37 à 60 fr., le tout par 500 kil., hors barrière.

Bestiaux. — Au marché de Sceaux, du 21 mai, la vente s'est faite lentement au cours du précédent marché. Au marché de Poissy du 27, la vente a été active avec tendance à la hausse.

Vins et spiritueux. — Les derniers frois n'auraient pas avoir profité de forts dommages, car là où les vins ne sont pas stationnaires, ils sont en voie de baisse. On parle bien aussi de l'oilium, mais jusqu'à présent il n'inspire aucune crainte sérieuse aux viticulteurs. Les alcools du Midi sont calmes de 86 à 89 fr., et ceux du Nord sont à 55 fr. Les premiers sont donc en baisse de 1 à 2 fr. ; et les seconds en hausse de 7 fr. environ.

Sucres et denrées coloniales. — Les sucres sont sans changement sur la semaine dernière. Les sucres bruts et indigènes, type bonne 4^e, sont cotés 128 fr. les 100 kil. ; le même type exotique est tenu à 118 fr. Les raffinés sont cotés de 146 fr. à 160 fr. Les sucres qui ont été vendus au Havre pendant la semaine dernière, se sont traités à des prix successivement en baisse. On est arrivé au prix de 54 fr. par 100 kil. acquies. Les cafés présentent une animation de plus prononcée, tant au Havre qu'à Marseille. — Le cacao et l'indigo sont toujours calmes.

ACTES DE L'EGLISE DE PARIS.

TOUCHANT LA DISCIPLINE ET L'ADMINISTRATION. Publiés par l'ordre de Mgr Marie-Dominique-Auguste Simonin, archevêque de Paris, et divisés en trois parties, savoir :

1^{re} PARTIE. — Actes des conciles de Paris. DEUXIEME PARTIE. — Actes épiscopaux. TROISIEME PARTIE. — Actes capitulaires. Publiés par M. L. MIGNÉ. — 1 vol. in-4^e Prix, 5 fr. Aux Ateliers catholiques.

DICTIONNAIRE GÉNÉRAL.

ET COMPLET.

DES PERSÉCUTIONS.

SOUFFERTES PAR L'EGLISE CATHOLIQUE.

DEPUIS JESUS-CHRIST JUSQU'À NOS JOURS.

Persécutions des Juifs, des empereurs romains, des empereurs d'Orient, des ariens, des iconoclastes, des Vandales, des rois de Perse, d'Arménie ; persécutions dans les missions modernes, notamment en Chine, en Cochinchine, au Japon, en Abyssinie, en Egypte, en Amérique ; puis en Angleterre, en Allemagne, en Russie et en France, en 1773, etc., etc.

Les sources principales auxquelles on a puisé, sont : Les Actes des apôtres, les Pères de l'Eglise, et notamment Eusèbe, Socrate, Sozomène, Lactance, saint Justin, saint Cyrille, saint Jérôme, saint Jean Damascène, saint Jean Chrysostome, saint Grégoire de Tours, saint Maritain, le Martyrologe romain et autres, les Mémoires des Grecs, Sulpice Sévère, Elysée Warabed, Bolandus et ses continuateurs, Baronius, Surius, Ferrarius, Ursinus, Bède, Mabillon, Tillemont, Fleury, Ruinart, les Assemani, les Lettres étiennes, Tournon, Fontana, Henrici, Rohrbacher, et la plupart des historiens anglais, français et autres ; par M. le docteur Bétoum, auteur de l'*Histoire générale des Persécutions de l'Eglise ; des Passions dans leurs rapports avec la religion, la philosophie, la physiologie et la médecine légale ; de la femme (physiologie, histoire et morale) ; de l'Oratoire dominicain (Commentaire sur) ; du Livre des Psaumes ; publié par L. M. MIGNÉ. — 2 vol. in-4^e. — Prix : 16 francs. — Aux Ateliers du Petit-Montrouge.*

OEUVRES COMPLETES.

DE M. DE LA CHÊTARDIE,

CURÉ DE SAINT-SULPICE.

Réunies pour la première fois en collection et classées selon l'ordre logique, savoir : Catéchisme de Bourges. — Apocryphe expliqué par l'histoire ecclésiastique. — Retraite pour les ordinands. — Abrégé du catéchisme de la tonsure. — Homélies françaises. — Homélies latines. Publiées par M. L. MIGNÉ. — 2 vol. in-4^e. Prix : 15 fr. Aux Ateliers catholiques.

DICTIONNAIRE

D'ETHNOGRAPHIE MODERNE.

Ou recueil des notions sur les mœurs, usages et caractères des peuples existants sur la terre, d'après les observations et les voyages les plus récents ; précédé d'une introduction géographique, donnant la classification générale et les caractères naturels et sociaux de ces peuples. Par M. X... Publié par M. L. MIGNÉ. 1 vol. in-4^e. Prix : 8 fr. Aux Ateliers du Petit-Montrouge.

DICTIONNAIRE

DE

BIOGRAPHIE CHRÉTIENNE,

PRÉSENTANT LA VIE :

1^{re} Des personnalités historiques de tous les pays, qui se sont signalés comme apologistes et défenseurs de la révélation, par leurs ouvrages, leur vie et leur mort, avant et depuis l'ère chrétienne ; 2^e celle de tous les hérésiarques, chefs de secte, sophistes, incrédules, philosophes athées, déistes ou révolutionnaires, etc., qui ont troublé la paix de l'Eglise, et qui ont combattu l'influence et les progrès de la religion ; 3^e celle des écrivains, prosateurs et poètes, qui ont publié des ouvrages sur, pour ou contre la religion, avec la nomenclature exacte et détaillée de ces écrits, etc., etc.

Ouvrage dont le fond emprunté à FELLER

A été corrigé et très-souvent refondu d'après les indications de la critique et de la bibliographie contemporaines ; enrichi d'une foule de Notices dont un grand nombre ne se trouvent dans aucun Dictionnaire biographique, et prolongé jusqu'à l'année 1850 inclusivement ; par François FERRAND, membre de plusieurs Sociétés savantes de Paris et de Lyon, auteur de l'*Institution du dimanche considérée sous les rapports hygiéniques, économique, moral, social et religieux*, et de plusieurs autres ouvrages couronnés ; Publié par M. L. MIGNÉ. — 3 vol. in-4^e. — Prix : 24 francs. Aux Ateliers du Petit-Montrouge.

DICTIONNAIRE

DES ERREURS SOCIALES.

Ou recueil de tous les systèmes qui ont troublé la société depuis l'établissement du christianisme jusqu'à nos jours ; contenant : l'aperçu historique des diverses sectes révolutionnaires, le précis de leurs doctrines, le récit de leurs attentats contre la religion et les pouvoirs politiques ; enfin, l'appréciation et le redressement, au point de vue catholique et social, de leurs principes hérétiques et anarchiques ; publié par M. L. MIGNÉ. 1 vol. Prix : 8 fr. Aux Ateliers du Petit-Montrouge.

DICTIONNAIRE

DES APOLOGISTES INVOLONTAIRES.

PAR SES PROPRES ADVERSAIRES.

Ou l'athéisme réfuté par les athées ; le scepticisme par les sceptiques ; le matérialisme par les matérialistes ; le paganisme par les païens ; le protestantisme par les protestants ; l'incrédulité par les incrédules ; et LA RELIGION CATHOLIQUE RECONNUE, célébrée, démontrée dans tous ses points, savoir : dans sa morale, son dogme, son culte, ses sacrements, sa constitution, sa hiérarchie, sa discipline, son sacerdoce, sa tradition, son histoire, ses institutions, ses bienfaits, et ses résultats religieux, intellectuels, sociaux et économiques, par ceux là même qui ont repoussé, combattu, outragé le catholicisme ; ouvrage suivi d'une table par noms d'auteurs avec l'indication des articles et pages de ce dictionnaire où ils ont cités et précédé d'une introduction où l'on montre la raison logique de ce labeur nouveau de témoignages et d'aveux de la part des incrédules, en prouvant que le catholicisme est la vérité unique, universelle, absolue, indivisible, dont tout sentiment, toute pensée, toute volonté humaine n'est qu'un fragment brisé, déplacé, méconnu, et qu'en dehors d'elle il n'y a et ne peut rien y avoir que le néant et la mort, c'est à dire le mal, parce qu'il contient tout ce qui est et tout ce qui peut être ; par M. C. F. Cuvé, auteur du *Dictionnaire des Conversions*. Publié par M. L. MIGNÉ. 2 vol. Prix : 16 fr. Aux Ateliers du Petit-Montrouge.

Droit liturgique.

La rubrique défend de chanter une messe de mort un jour empêché. On demande si par ce mot empêché on doit entendre un empêchement fixé par la rubrique ou tout autre empêchement. V. G. Un curé seul dans sa paroisse a une messe d'obit à chanter le même jour que tombe un anniversaire, peut-il renvoyer cette anniversaire au jour suivant quoique ce jour soit double mineur ou majeur.

RÉPONSE.

Par jour empêché, il faut entendre un jour auquel les rubriques ne permettent pas des messes votives. Ce sont en général les dimanches, les jours d'office double, et ceux qui excluent des doubles, tels que le mercredi des cendres, la semaine sainte, les veilles de Noël et de la Pentecôte, et les octaves entières de Pâques, de la Pentecôte et du Saint-Sacrement. D'après ces notions toujours supposées par les décrets de la congrégation des rites, il faut distinguer ainsi le cas proposé. Si l'anniversaire dont il s'agit se trouve le vrai jour de la mort d'un défunt, et que le lendemain soit celui de sa sépulture, on peut remettre l'anniversaire au lendemain, quand même ce soit un jour d'office double mineur. Il est vrai que le décret de 1700 (n. 3416, 10), qui le permet, veut que ce soit le jour anniversaire depuis la mort; *a die obitus*; mais en donnant à ce décret une interprétation favorable et raisonnable, on peut l'entendre depuis le jour de la mort inclusivement ou exclusivement à volonté, pourvu qu'on ne choisisse pas un dimanche, ni un des jours qui excluent des offices doubles. Si le grand nombre des offices doubles embarrassé, on peut obtenir du Saint-Siège la permission de chanter des messes de Requiem aux jours doubles deux ou trois fois chaque semaine.

BOISSONNET, prêtre.

Nouvelles religieuses.

— On lit dans la Haute-Auvergne :

« La ville de Murat vient de jouir, à l'occasion du Jubilé, des bienfaits d'une retraite qu'y a prêchée un mariste, le R. P. Victor Marchal. Durant les quinze jours qu'a duré la retraite, ce religieux, qui est encore à la fleur de l'âge, a su constamment captiver, autour de la chaire évangélique, un nombreux auditoire, composé de tous les rangs de la société. Sa parole onctueuse, chaleureuse et animée, a, dès son premier discours, révélé un orateur distingué, qui a vu chaque jour s'accroître la foule des fidèles. D'une élocution facile, d'un agréable et pathétique débit, le P. Marchal s'est montré, durant cette heureuse période, tout à fait à la hauteur de la belle mission qu'il remplissait. Chaque soir, bien longtemps avant l'heure du sermon, l'église se trouvait remplie d'une foule compacte. Le riche et le pauvre s'y sont constamment donné rendez-vous, avides l'un et l'autre d'entendre cette voix tour à tour calme et véhémement, mais toujours douce et pénétrante.

« La communion générale des hommes, comme celle des femmes, a été un magnifique et touchant spectacle, tant par le nombre que par la ferveur des fidèles, qui sont allés à l'envi prendre part à la distribution du pain eucharistique. Le P. Marchal a fait de si touchants adieux, que chacun s'est retiré les larmes aux yeux et délicieusement impressionné.

— On écrit du canton de Massiac à la Haute-Auvergne :

« Les exercices du Jubilé, donnés par un bien digne ecclésiastique du voisinage, dans la paroisse de Chazaloux, ont produit des impressions vives et profondes.

« La retraite, commencée le jeudi de l'Ascension, s'est terminée, le jour de la Pentecôte, par la communion générale, le discours de clôture et le chant du *Te Deum*. Mais, il faut le dire, ce jour laissera dans notre mémoire de bien précieux souvenirs. Eglise de Chazaloux! vous nous parûtes alors comme transformée en un nouveau cénacle, où l'esprit de Dieu présidait d'une manière sensible au milieu de ce rendez-vous général, où chacun était heureux de prendre part à la joie commune, et d'apporter son tribut à l'édification publique. Nous avons été vivement impressionnés nous-mêmes en voyant cette pieuse assemblée profondément recueillie et laissant tomber de ses paupières des larmes d'attendrissement et de bonheur. C'était un consolant spectacle pour tous, mais surtout pour le bien-aimé pasteur de la paroisse, qui recueillait déjà les heureux fruits de son zèle. Vous eussiez entendu le vieillard s'écrier, au sortir de la maison de Dieu: « Jamais de mémoire d'homme on n'a rien vu d'aussi touchant dans cette église! Jamais retraite aussi consolante! »

« La neuvième centième provinciale catholique vient de s'ouvrir à Baltimore avec une grande solennité. On comptait dans la procession se rendant à la cathédrale pour la messe du Saint-Esprit, 9 prêtres, 5 abbés supérieurs de différents ordres, et plus de 40 ecclésiastiques suivis de plusieurs sociétés religieuses et bienfaisantes. (Barrier.)

EXTRAIT D'UNE CIRCULAIRE

de Monseigneur l'évêque de Saint-Flour au clergé de son diocèse.

« Messieurs et bien chers coopérateurs, « La retraite ecclésiastique s'ouvrira, cette année, dans notre grand-séminaire,

le mercredi 7 juillet, à cinq heures et demie du soir, et se terminera le mercredi matin, 14 du même mois.

« Vous aurez l'avantage, et nous aurons avec vous le bonheur d'entendre la parole simple mais persuasive de l'un de ces hommes vraiment apostoliques, qu'une vie de zèle et de dévouement rend éminemment propres à évangéliser leurs frères dans le sacerdoce.

« Choisi par notre vénérable prédécesseur pour remplir cet important ministère, M. l'abbé Charrier, supérieur du collège catholique de Ste-Foy (Gironde), et fondateur d'une Société nouvelle des missionnaires, viendra vous apporter les fruits de sa longue expérience et les conseils de son ardente piété. »

Pour les Nouvelles religieuses, L. MIGNÉ.

Nouvelles politiques.

On lit dans l'Union :

« C'est à la télégraphie privée que nous devons accorder aujourd'hui la priorité. Elle nous apporte en effet deux nouvelles de quelque valeur. L'une est l'irritation causée dans le congrès et dans la presse des Etats-Unis par les visites auxquelles ont été soumis quelques vaisseaux américains sur les côtes de Cuba. Le télégraphe nous apprend que le secrétaire d'Etat de l'Union, général Cass, a adressé une protestation au ministre anglais à Washington, et que plusieurs bâtiments de la marine fédérale ont été envoyés dans le golfe du Mexique; mais pour connaître la portée exacte de cette double mesure, nous avons besoin de recevoir les journaux et les correspondances.

L'autre nouvelle est relative aux événements de l'Inde. On annonce que le siège de Bareilly a dû commencer le 10 mai; que les insurgés ont été battus dans quelques rencontres, mais que le général Walpole a échoué devant le fort de Rowar. Après avoir perdu 100 hommes dans ses attaques infructueuses, le général a été contraint de se retirer. »

— Le même journal ajoute :

« Il est toujours très-difficile de se reconnaître au milieu des contradictions de presse sur l'affaire du Montenegro. Par exemple, le *Journal allemand de Francfort* affirme que les deux vaisseaux français qui étaient entrés dans l'Adriatique ont reçu l'ordre de revenir, et qu'ils ont quitté le port de Grahovo le 27 mai. Le *Nord*, au contraire, nie l'ordre et par conséquent le départ. Où est la vérité? Suivant la *Gazette autrichienne*, le prince Danilo avait, après le combat du 13, défendu de poursuivre les Turcs au delà du territoire que revendiquent les Monténégrins. Si le mouvement offensif a été continué, c'est uniquement par Vukowitch, l'auteur de l'insurrection de l'Herzégovine. Le même journal dit que l'irritation des Turcs de Trébigne contre Hussein-Pacha a entraîné le général matheux de l'armée ottomane se réfugier à Mostar avec le consul anglais.

Londres, 31 mai.

Aujourd'hui, dans la séance de la chambre des communes, M. Disraeli, répondant à une interpellation de M. Headlam, a dit qu'il espérait obtenir une indemnité pour les mécaniciens anglais du *Cagliari*, bien que le gouvernement napolitain n'ait, jusqu'à présent, rien concédé.

M. Roebuck a annoncé qu'il présenterait demain une motion pour demander que l'Angleterre n'influence pas le sultan dans la question du percement de l'isthme de Suez.

Lord Palmerston devait continuer, dans la séance d'aujourd'hui, l'attaque contre M. Disraeli, commencée vendredi par lord John Russell. (Havas.)

Par un décret et daté de Santo Domingo du 7 avril, le président de la république dominicaine, Bonaventura Baez, a déclaré en état de blocus les ports de Puerto Plata, de Tortuero, de Azua et de la Ramona. L'interdiction de l'entrée commencera pour tout navire dès l'instant où la force d'observation pourra l'empêcher. Il est accordé quinze jours aux navires venant des Antilles, trente à ceux du continent américain, soixante à ceux d'Europe, comme délai suffisant pour leur supposer la connaissance de l'interdiction. Les navires mouillés dans les ports bloqués auront quinze jours pour en sortir; passé ce délai, ils devront y rester; dans le cas contraire, ils seront capturés. (Moreau.)

Pour les Nouvelles politiques, L. MIGNÉ.

Revue de la Presse.

La circulaire de M. le ministre de l'intérieur invitant les préfets à obtenir des commissions administratives des établissements charitables la conversion des biens de ces établissements en rentes sur l'Etat, a provoqué tant d'interprétations diverses, qu'il nous semble indispensable de rétablir la sincérité du débat. Certes, la clarté des explications données dans la circulaire ministérielle aurait dû suffire à empêcher toute équivoque; mais comme les considérations qui sont produites soit pour combattre, soit pour exagérer la pensée du gouvernement, peuvent égarer les esprits, il vaut mieux dissiper immédiatement les nuages qui obscurcissent le fonds même de la question.

Deux journaux, la *Presse* et le *Siècle*, ont concouru les premiers à dénaturer le véritable sens des hautes raisons invoquées par M. le ministre de l'intérieur. Ils ont transformé l'acte purement administratif qu'il proposait, en une mesure tacitement hostile à l'influence du clergé

et des personnes pieuses qui figurent en grand nombre dans les commissions charitables. La *Presse*, allant plus loin, sous l'impulsion de ses utopies sociales, a trouvé dans la circulaire la justification d'une nouvelle théorie inventée par elle récemment pour la réhabilitation de ses lecteurs, et en vertu de laquelle il y a différentes sortes de propriétés, dont les droits, gradués selon son bon plaisir, doivent être plus ou moins prochainement rangés par catégories.

L'*Univers*, quoiqu'animé, nous n'en doutons pas, d'excellentes intentions, s'est laissé prendre à ces folles arguties, et confondant à son insu la circulaire même avec les commentaires mensongèrement laudatifs des deux feuilles anti-religieuses, il s'est hâté de composer un dossier bourré de citations, pour défendre la propriété des hospices, comme si cette dernière était réellement menacée.

Nous n'entrerons pas dans les détails de l'argumentation de l'*Univers*. Ils offrent divers aperçus sérieux dont le gouvernement a tenu compte d'avance, ainsi que le prouvent les réserves exprimées à leur égard, dans la circulaire ministérielle. Le *Pays*, qui est intervenu à son tour dans la discussion, a dû achever, d'ailleurs, de rassurer l'*Univers*. Il lui a fait remarquer avec un grand sens que le gouvernement de l'empereur n'a jamais songé à contester aux diocèses et aux établissements religieux reconnus par l'Etat, le droit de posséder et d'accepter les dons d'legs que leur font les fidèles; il lui a aussi rappelé que M. le ministre de l'intérieur a pris soin de spécifier que les donations faites en vue « d'un emploi spécial et déterminé » devaient être respectées dans tous les cas, et qu'ainsi la volonté du donateur serait scrupuleusement accomplie.

Le *Pays* aurait pu ajouter que la circulaire, si étrangement commentée par la *Presse* et le *Siècle* n'a eu pour objet qu'une chose : poser un principe, sans exprimer la prétention d'en imposer immédiatement les conséquences par la voie d'une pression administrative. Le gouvernement jaloux d'augmenter les ressources des hospices et des établissements charitables a cru et croit encore que, en portant de 2 ou 2 1/2 pour cent à 4 1/2 ou 4 3/4 pour cent, c'est-à-dire à 25 millions de francs les revenus hospitaliers, qui ne dépassent pas aujourd'hui la somme de 13 millions, il faisait une œuvre éminemment méritoire, non-seulement au point de vue de la charité, mais d'une bonne gestion économique. Peu touché de l'amodiosisme futur de la rente, auquel il obvie en capitalisant chaque année le dixième des arrérages perçus; persuadé en outre que les placements en rentes sur l'Etat sont aussi sûrs aujourd'hui que les placements en immeubles, par suite de l'immense accroissement de la fortune mobilière, d'où est née une solidarité publique capable de résister aux catastrophes imaginées par l'*Univers*, le gouvernement, disons-nous, ne compte néanmoins appliquer ses idées qu'avec une modération paternelle. Sa seule pensée est d'obtenir des commissions administratives l'adoption graduelle et prudente, mais loyalement sympathique, des mesures qu'il a conseillées.

Si les invitations de la circulaire destinées à activer l'action de MM. les préfets, sont fermes et pressantes, il n'est nullement dans la pensée de celui qui les a dictées d'accomplir une œuvre de précipitation. Les traditions impériales sont, il est vrai, bien différentes de celles des régimes antérieurs durant lesquels on croyait justifier son inaction, en disant à tout propos qu'il y avait « quelque chose à faire », et aboutissant à cet autre mot fameux : Rien ! rien ! Mais qui donc serait fondé à s'en plaindre? Ces traditions, M. le ministre de l'intérieur a voulu les respecter, en disant qu'il voulait sérieusement et fermement l'application du principe qu'il avait posé; mais il n'est pas moins vrai qu'il n'aspire qu'à user de tous les ménagements qui pourront lui assurer l'adhésion éclairée et indépendante des hommes de bien dont il espère le concours. Eux comme lui ont le même but à atteindre, et il ne doute pas qu'ils ne l'aident à réaliser avec abnégation et avec zèle une amélioration considérée par lui comme essentiellement profitable aux masses.

Telle est, croyons-nous, l'opinion réelle du gouvernement de l'empereur et du ministre chargé d'appliquer sa pensée. Désormais, il n'y a plus de malentendu possible. (Havas.)

Pour la Revue de la Presse, L. MIGNÉ.

Voici quelques nouvelles lettres concernant les tableaux sortant des Ateliers catholiques.

Monsieur l'abbé, Le tableau que je vous avais demandé est arrivé en très-bon état et avec toute la célérité désirée.

Il a dépassé toutes les espérances. Vous ne pouvez mieux prouver que vous ne faites pas de la peinture par spéculation. Grâce à votre générosité, les églises pauvres pourront avoir de très-beaux tableaux à très-bas prix.

Agrez l'hommage bien sincère de notre admiration et de notre reconnaissance. MIRABEL, Curé de Dalmatie, diocèse d'Alger.

Monsieur l'abbé, Pour mon chemin de croix, j'en suis très-satisfait, et toutes les personnes qui le voient le trouvent généralement bien exécuté, soit pour les poses soit pour le fini de la peinture.

Le chemin de croix dont je vous parlais à 475 fr. est arrivé chez deux de mes voisins; il est beau, produit beaucoup d'effet, mais malgré la différence des prix je préfère de beaucoup celui que je tiens de vous, et les connaisseurs établissent dans

les tableaux une différence encore plus grande que celle des prix.

MICHEL, curé d'Arzillères, diocèse de Châlons.

Monsieur l'abbé, Nos 14 stations sont arrivées sans encombre. Je désire content de ce chemin de croix, et je crois qu'il fera bon effet dans notre église. Votre traite peut arriver quand elle voudra, elle recevra bon accueil.

PALET, curé de St-Michel, diocèse de Soissons.

Monsieur l'abbé, J'ai reçu le chemin de croix que vous m'avez envoyé, prix 480 fr.; toutes les personnes qui l'ont vu sont enchantées. En somme, je suis fort content.

LEGENBRE, curé de Parthenay, diocèse de Poitiers.

Monsieur l'abbé, Je profite de cette occasion pour vous remercier mes remerciements et vous dire que votre tableau nous convient parfaitement.

BUGUET, curé de Courgeon (Orne).

Riedvillr, 7 décembre 1857. Monsieur l'abbé, J'ai l'honneur de vous faire savoir que les deux stations sont arrivées en bon état, que le conseil de fabrique a signé la délibération avec plaisir; vous êtes donc prié d'envoyer les autres 12 aussitôt que possible; nous serions bien aise si nous pouvions les placer avant la fête de Noël. RIEGEL, curé.

Monsieur et honorable confrère, Les tableaux viennent de nous arriver à Cirey en bon état seulement hier 27 octobre, à 4 heures du soir. Ils sont beaux et bien conditionnés. Point d'avarie.

TRÉVILLOR, curé de Cirey (Meurthe).

Monsieur et très-vénéré confrère, Je m'empresse de vous accuser réception du magnifique tableau de saint Jean-Baptiste; c'est mon maire qui l'a reçu, en a payé le port de 8 fr. 50 c., et s'est hâté de m'en donner avis; il est arrivé hier. Il est bien conservé, il n'a pas la moindre avarie.

Honneur à vous, Monsieur, qui avez su attirer près de votre personne des hommes habiles dans tous les genres, et les employez à orner et décorer la Maison du Roi des rois; honneur au peintre habile qui a exécuté cette magnifique peinture! Je n'en avais vu de pareil que dans l'église de ma paroisse native, laquelle renferme trois chefs-d'œuvre de peinture, trois tableaux admirés par tous les connaisseurs : c'est un tableau de saint Pierre et de saint Paul, un tableau du Saint-Scapulaire, et un tableau de saint Sébastien et de saint Roch; on dit qu'ils ont été envoyés de Rome dans un temps très-éloigné.

Recevez donc, Monsieur et célèbre confrère, les remerciements d'un prêtre qui vous honore, vous admire et prie pour vous afin que vous puissiez, longtemps encore, continuer le bien que vous opérez dans l'Eglise de Dieu, notre Mère et notre Epouse commune, pour le salut et la sanctification de nos frères.

MASSET, Ancien Aumônier des armées de Louis XVIII et Charles X, aujourd'hui curé de Villeneuve-la-Comtesse, diocèse de La Rochelle.

Monsieur et vénéré confrère, J'ai reçu mon tableau de l'Assomption. Il est bien; je crois qu'on en sera content.

MERLET, curé de Courtenay, diocèse d'Orléans.

Monsieur, Le peintre du chemin de croix que vous nous avez fourni est soignée, je vous en fais mes remerciements. Les cadres et châssis sont tels que je les avais désirés.

FRAINT, curé de Vauquois, diocèse de Verdun.

Mon cher confrère, J'ai reçu le chemin de la croix en son temps. Mes paroissiens en sont très-contents.

RALES, curé de Ventenay, diocèse de Sens.

Monsieur l'abbé, J'ai reçu votre honoree du 15 courant par laquelle vous m'accusez la réception de mon mandat; je vous demande une facture de 1,760 fr. au lieu de 1,600, désirant donner une gratification à vos artistes. Le chemin de croix est arrivé en bon état; il est bien.

VAN MARCK, Liège (Belgique).

Monsieur l'abbé, Tout le monde est enchanté des deux stations que vous venez de m'adresser; veuillez m'expédier immédiatement les douze autres avec les inscriptions en allemand, comme vous me l'avez promis.

GOUVION, curé de Châteaurouge, diocèse de Metz.

Monsieur l'abbé, Je suis content du tableau; il cause l'admiration dans ceux qui le considèrent.

HUMBART, curé de Vuilleroncourt, diocèse de Verdun.

Monsieur et honorable confrère, J'ai fait observer à mes confrères et à mes paroissiens le tableau que vous nous avez envoyé. J'en ai fait ressortir toute la beauté et la richesse de l'exécution pour le prix convenu. On en a été enchanté.

TRÉVILLOR, curé de Cirey, diocèse de Nancy.

Monsieur l'abbé, Mercredi dernier, 13 du courant, a eu

lieu dans mon église la cérémonie de la bénédiction et de l'installation du chemin de la croix que vous m'avez expédié le 18 mars dernier. J'avais invité à cette belle cérémonie une douzaine de confrères voisins. Tout le monde, tant laïques qu'ecclésiastiques, on reconnu qu'il n'y en avait pas de si beau dans tout l'arrondissement de Jonzac.

CARRIÈRE, curé de Guitinières, diocèse de La Rochelle.

Monsieur l'abbé, J'ai reçu le tableau que vous m'avez adressé, j'en suis satisfait ainsi que mes paroissiens. Le cadre est très-bien, la dorure me paraît parfaite.

BUGUET, prêtre de Courgeon, diocèse de Sees.

Monsieur l'abbé, Je viens vous accuser réception des deux tableaux que vous m'avez adressés. Je les ai depuis le 8 avril et j'en suis satisfait, recevez-en mes remerciements. J'espère pouvoir bientôt vous en demander deux autres, puis un chemin de croix.

REY, curé de St-Vérand, diocèse de Grenoble.

Monsieur l'abbé (seconde lettre), Je m'empresse de vous faire savoir que les 14 stations sont arrivées à Riedvillr le 31 décembre en bon état; ces stations sont tellement belles qu'elles font l'admiration de tous ceux qui les voient, et je crois avec vous qu'elles conviendraient mieux à une église de ville qu'à une église de campagne, parce que pour les apprécier comme elles le méritent il faut être connaisseur dans l'art de la peinture.

Quant à moi, je rends grâce à Dieu qu'elles soient placées dans notre église, et fasse le ciel que tous ceux qui désirent se procurer un chemin de croix s'adressent à vous.

RIEGL, curé de Riedvillr, diocèse de Strasbourg.

Crimes et Accidents.

Un drame horrible s'est passé jeudi dernier dans un quartier de la ville de Cette. Le nommé Pellet, forçat libéré, après avoir tenté de couper la gorge avec un rasoir à la dame Bernard, allait lui porter des coups d'une hache dont il était armé, lorsque cette malheureuse victime parvint à se dégager de ses mains et à s'enfuir. Pellet s'enferma dans sa chambre, et lorsqu'on vint pour l'arrêter on le trouva pendu à une poutre du plancher. Les blessures de la femme Bernard sont d'une telle gravité qu'on désespère de la sauver.

Nouvelles judiciaires.

TRIBUNAL CIVIL DE COLMAR.

Présidence de M. Dubois.

Audience du 2 février.

VENTE D'UNE MAISON. — IMAGE DE LA SAINTE VIERGE. — MAINTIEN. — CLAUSE DU CONTRAT. — INTERPRÉTATION. — CATHOLIQUE ET JUIF.

A la date du 28 juin 1854, le sieur Willig vendit, par contrat authentique, au sieur David Hirsch, pour la somme de 5,000 francs, une maison située dans la petite commune de Hattstatt (Haut-Rhin). Or, la façade de cette maison se trouvait ornée d'une statuette en pierre représentant la sainte Vierge et devant laquelle venait se prosterner les fidèles; cette image, aux termes de la clause troisième du contrat de vente, devait être respectée à perpétuité par l'acquéreur, qui ne pourrait jamais l'ôter.

Cette clause, qui avait échappé à l'attention du sieur David Hirsch, allait être pour lui une source de tribulations. En effet, l'acquéreur, qui était israélite, vit bientôt de fréquentes processions s'arrêter, avec toutes leurs pompes, sous ses fenêtres, et le troublant ainsi, par un stationnement prolongé devant sa nouvelle acquisition, dans l'exercice de ses pratiques religieuses, causer à son domaine une dépréciation bien facile à comprendre dans un pays où la majorité des acquéreurs appartient au culte hébraïque. Aussi ce fut avec un vrai bonheur et un grand empressement qu'il se soumit au nouvel alignement prescrit par l'autorité administrative, et un court espace de temps vit tout à la fois disparaître et la façade et l'image qui devait y figurer à perpétuelle demeure; mais son contentement ne fut pas de longue durée; car une sommation du 7 décembre 1857 vint troubler sa joie, en lui apprenant que son vendeur, aussi conservateur qu'il l'était peu, lui enjoignait de réinstaller la statuette à la place qu'elle occupait, conformément à la clause troisième acceptée par lui; qu'en cas de refus de sa part, il n'hésiterait pas à en saisir les tribunaux.

Le sieur Hirsch, à l'observation de la clause, préféra le procès, et fut assigné par son vendeur devant le tribunal civil de Colmar, pour s'entendre condamner à réinstaller la statuette dans les vingt-quatre heures de la signification du jugement à intervenir, ou bien à payer au demandeur la somme de 5,000 fr. de dommages-intérêts. Dans le cas où il ne voudrait pas restituer l'image sainte et empêcher ainsi l'exécution de la clause du contrat notarié du 28 juin 1854.

Voici le jugement prononcé par le tribunal : « Le Tribunal sans s'arrêter à la fin de non-recevoir opposée par le défendeur dont il est débouté, faute par lui d'avoir satisfait à la sommation du 7 décembre 1857, le condamne à remettre la statuette en pierre représentant l'image de la Vierge par lui enlevée contrairement à la clause contenue en l'acte de vente du 28 juin 1854, soit à la même place où elle se trouvait avant son indue entrepise, soit à une autre place apparente du mur de son habitation, du côté de la grande rue de Hattstatt, et ce, dans les trois mois à partir de la signification, du présent jugement, et, en cas d'inexécution de sa part dans ledit délai, autorise le demandeur à la faire remettre aux frais du défendeur, au paiement desquels il sera contraignable par toutes les voies de droit, et au cas où ce dernier ne voudrait pas restituer l'image de ladite Vierge et

« Ajoutons que cette cuirasse n'est pas impen-
trable, qu'elle n'enveloppe pas tout son corps ;
son museau, ses oreilles, ses païes, son flanc,
le dessous de son ventre ont point d'épaves.
Aussi le renard et le chien-terrier, au prix de
quelques dénudures en viennent-ils à bout.

La chambre des députés a voté hier son emprunt de 40 millions, par 97 voix contre 62. La proposition tendant à réduire l'emprunt à 30 millions a été repoussée à une grande majorité.

ETATS-UNIS.

nues; les naturalistes ne sont pas d'accord sur les aliments dont il se nourrit; il n'est pas sûr qu'il mange les rats, mulots et souris. Suivant M. Fennelle, il peut avaler de jeunes lapins et de petits chiens. Quelque-uns le jugent parmi les frugivores, mais il ne pourrait manger que les fruits qui tombent des arbres ou ceux qui sont à sa portée, car il n'est pas grimpeur. En-
M. White le représente comme mangeant les racines: « La manière dont il s'y prend pour cou- per la racine du plantain, dit M. White, est vrai- ment curieuse. Comme sa mâchoire supérieure s'approche sur l'inférieur, il fait tourner la plante

M. Disraeli répond avec une certaine amertume : « Bien que les relations entre l'Angleterre et la France fussent encore amicales au moment de la retraite de Lord Palmerston, il n'est pas moins vrai que le ministère nouveau se trouvait forcément placé dans une position telle qu'il risquait d'avoir la guerre avec la France en répondant à la dépêche du comte Walewski et en abandonnant le bill de conspiration, mais grâce à l'intelligence et à la loyauté de S. M. G. les relations entre les deux pays sont maintenant à la hauteur la plus cordiale ».

Ce dernier fait m'a paru devoir être pris en grande considération dans l'introduction d'un hérisson à la Martinique. Vous savez tous que le canne à sucre fait la richesse de nos colonies; elle est sucrée au ras de la terre, pour ainsi dire, dès le collet de la racine. Tous les animaux en sont très-friands, particulièrement les rats qui en font de grands dégâts, car il suffit qu'ils lui impriment la dent pour que la racine

Si George Grey fait remarquer que le discours prononcé aujourd'hui par M. Disraeli est en opposition avec celui qu'il avait prononcé vendredi.

Dans la séance de la Chambre des lords, le Duc de Devonshire et lord Lyndhurst ont retiré leurs amendements favorables aux Israélites, sur la promesse faite par le gouvernement qu'un bill sera déposé sous peu.

soit perdue; elle fermente, rougit et se dessèche. Le nombre des cannes ainsi ratées sur certaines habitations est considérable et forme une partie de la récolte. Aussi nos habitants exposés à ce dommage en sont-ils très-touchés; ils vont jusqu'à préférer dans leurs cannes la préten-

— Un journal du matin publie la nouvelle suivante : « Radio et Gomez, qui avait été successivement dirigés sur Boulon, l'un après l'arrêt du jury de la Seine, l'autre à l'issue du procès Bernard à Londres, font partie du convoi de co-

du bothrops à celle des rats, car il est reconnu que le bothrops est un grand destructeur de rat, quoiqu'il n'attaque jamais l'homme; que, bien qu'il soit trop multiplié, il ne l'est pas encore autant que le rat, et que, si jusqu'à un certain point on peut se préserver des uns, on ne se saurait se garantir des autres.

Que serait ce si le hérisson, qui mange les fruits et la racine du plantain, venait à perdre goût pour la canne et à faire concurrence aux rats? Nos habitants ne trouveraient-ils pas remède pire que le mal? Est-ce pourquoi nous n'avons d'admettre le hérisson dans nos

— On lit dans le *Moniteur de l'armée* :
« Par décret impérial du 28 mai 1858,
condemnation capitale prononcée contre le sieur
de Merçay, a été commue en celle de la dé-
tention perpétuelle, qui sera précédée de la dé-
tention militaire et qui entraînera la radiation
des contrôles de l'armée. »

tre société coloniale, il serait convenable de tenter et de le mettre en rapport avec la can pour voir comment il se comporterait env elle. Cette expérience serait des plus faciles.

COURS COMPARATIF.

Enfin nous avons, à la Martinique, un ani-
qui me paraît un *succédané indigène* des nu-
goustes et des hérissos, c'est le manicoû
marmosé de Buffon, de qui nous pouvons

	COURS DE CLÔTURE	le 29	le 1	HAUSSE BAISSE
3 0/0 au compt.	69 60	69 40	» »	
— Fin courant	69 55	69 40	» »	
4 1/2 0/0 au compt.	93 95	93 50	» 15	

Les animaux destructeurs du serpent Fer-de-Lance des Antilles.

Il nous reste maintenant à parler du dernier des animaux proposés par M. de Chastaig et qu'il considère comme spécifiques contre reptiles, de l'oiseau appelé Secrétaire du (*serpentarius reptilicorus*).

FONDS PUBLIC		CHEMINS DE FER FRANÇAIS ET ÉTRANGERS	
3 010	comptant 69 40	Orléans	12
	à court 69 40	Nord	9
	d' Emprunt J. 1856	Est, act. anciens	6
	d' Emprunt	— nouvelles	6
		Paris à Lyon	7

Le serpentaire reptilivore est un bel oiseau dont M. Jules Verreaux vous a déjà entrepris son travail a été publié dans le tome III de *Bulletins*. Entre autres détails intéressants sur ses mœurs, M. Verreaux nous apprend que Cap cet oiseau est protégé par la loi, à cause grand nombre d'insectes et de serpents meurt qu'il détruit. M. Verreaux émet le vœu que cet animal soit introduit à la Martinique pour combattre le bothrops lanceolé; il rajout sans doute que l'essai n'a été déjà fait car il n'en parle pas; mais, dès l'année 1813, Moreau de Jonnés avait donné le même conseil. En 1825, M. l'amiral de Mackau introduisit Martinique deux serpentaires; l'un d'eux mourut malheureusement des son arrivée. A ce jour déposés, dit M. le docteur Guyon, au

Président	1 ^{er} Emprent. J.	1856	comptant	-95 50	Lyons à la Madit.
Vice-président	2 ^e Emprent. J.	1856	172 fr. en cour.		Ouest
Administrateur	3 ^e Emprent. J.	1856	4 ^e Emprent. J.		Grand-Central
Administrateur	4 ^e Emprent. J.	1856	5 ^e Emprent. J.		Lyon à Genève
Administrateur	6 ^e Emprent. J.	1856	7 ^e Emprent. J.		Saint-Rambert
Administrateur	8 ^e Emprent. J.	1856	9 ^e Emprent. J.		Bord à la Teste
Administrateur	10 ^e Emprent. J.	1856	11 ^e Emprent. J.		Bayonne et Olse
Administrateur	12 ^e Emprent. J.	1856	13 ^e Emprent. J.		Société autrich.
Administrateur	14 ^e Emprent. J.	1856	15 ^e Emprent. J.		Victor-Emmanuel
Administrateur	16 ^e Emprent. J.	1856	17 ^e Emprent. J.		Central-Suisse
Administrateur	18 ^e Emprent. J.	1856	19 ^e Emprent. J.		Ouest-Suisse
Administrateur	20 ^e Emprent. J.	1856	21 ^e Emprent. J.		Romains
Administrateur	22 ^e Emprent. J.	1856	23 ^e Emprent. J.		Valeurs diverses
Administrateur	24 ^e Emprent. J.	1856	25 ^e Emprent. J.		Chemins de fer
Administrateur	26 ^e Emprent. J.	1856	27 ^e Emprent. J.		Bourgeois
Administrateur	28 ^e Emprent. J.	1856	29 ^e Emprent. J.		L. Maberly
Administrateur	30 ^e Emprent. J.	1856	31 ^e Emprent. J.		Palais Ville-Mont.
Administrateur	32 ^e Emprent. J.	1856	33 ^e Emprent. J.		Palais de Crustal
Administrateur	34 ^e Emprent. J.	1856	35 ^e Emprent. J.		S. de la rue Rivoli
Administrateur	36 ^e Emprent. J.	1856	37 ^e Emprent. J.		Voitures Omnibus

botanique, où les curieux allaient les visiter. J'ai été souvent témoin de la manière dont un animal se défait du reptile : d'abord, par de violents coups de pattes lancés perpendiculairement à la tête avec une précision et une vigueur incroyables, il a bientôt étourdi son adversaire et après quoi tandis que d'une patte il l'assure, avec le col en le serrant avec force, le laisse

INSECTICIDE VICAT Mort aux p
s-s., pucés,
arbes; fourmis, mouches, tous insectes. Effic
et immédiate garantie par dix-sept rappor
d'hygiène et de sociétés impériales, conseils
d'hygiène et de sociétés. Exp. int. cour. de tr.

sur le soi en le serrant avec force, le saisissant avec le bec derrière la nuque, par un mouvement rapide de torsion, il lui luxa les vertèbres. J'ajoute que rien n'est beau comme l'animal lorsque apercevant sa proie, son œil s'allume, brille, et que tout son corps frémit.

Songer, messieurs, qu'il s'agit du serpent aux prises avec le bothrops faneolé lui-même, que

gène et de salubrité. Soufflet, garni de po
50 c.; le flacon, 8 fr., 1 fr. 25, 75 c., 40 c.
tous les épiciers droguistes, etc.; à Lyon,
Bugeaud, 10 et 11; maison à Paris, rue de
Honoré, 125; Marseille, rue de Noailles
Landres, 53. Greek-Street, Soho-Square
celone, calle de Circe, 5; Bruxelles, petite
des Bouchers, 12.

[illegible]

TOY EN AGIOIS PATROE HMQN

IOYETINO

Θεοδόρου καὶ Μάρτυρος τῆς εὐσεβείας

S. P. N. JUSTIN

PHILOSOPHUS ET MARTYRIS

OPERA QUÆ EXSTANT OMNIA,

Neenoli Tatiani, Hermiae, Atheagore, Theopoli quæ supersunt; cum niss. cœcolabæ, ac novis interpretationibus, notis, additionibus et præfatione illustrata opus et D. Prudentii et nani presbyteri et monachi præfatione S. Martini Accedunt ad calcei Joannis Henrici Nolte concordant et emendat in omnes ipsius voluminis scriptores, et varidicna ab ipsius denuo collatorum lectione et scholia in Justinum maximi partem in i. Tatianum emendatiss. in Athenagoram

à la garde des animaux, il saura trouver dans les ressources de son industrie bien d'autres d'écarter les : je voudrais voir rétablir ces primes d'encouragement que d'autres habitants ont même eues plus d'une fois réclamées dans les conseils publics de la colonie, mais que nous n'avons pu jamais obtenir qu'à la somme

Aux Ateliers catholiques.

On lit dans la *Patrie* de ce soir :

d ^e Emprunt. J.	Est, act. anciens	6
1856	d ^e — nouvelles	6
d ^e 2 ^{me} Emprunt.	Paris à Lyon	7
J. 1856	Lyon à la Médit.	

prési-	4 172	comptant	-93 50	Midi
es de		fin cour.		Ouest
ough,	d ^e	Emprunt. J.		Grand-Central
mem-	1856			Lyon à Genève
	d ^e 1 ^{re}	Emprunt.		Saint-Rambert
	J. 1856			Bord. à la Teste
	J. 22 sept. 57			Ardenes et Oise
	de la Banque			Bédiers

Banq. de France	3080	Fibriers
Credit fonc. (act.)	—	Société autrich.
d ^e Obl. de 1909	680	Victor-Emmanuel
Credit mobilier	660	de Suisse
Compt. d'escompt.	680	Ouest-Suisse
V. de Par. Ob. 49	110	Romains
— — — 52	1075	Faleurs diverses
— — — 55	415	Quatr.-Canaux
Emprr. Belge	95 3/4	Bourgogne
— — — Piémont	92	L'in Maberly
— Autrich.	440	Zinc Ville-Mont.
— Naples	114	Palais de Cristai
— Romain	91	S. de la rue Rivoli

Banq. de France	3080	Voitures
Credit fonc. (act.)	100	Victor-Emmanuel
C. Obi. de (1000)	100	Victor-Suisse
Credit mobilier	665	Central-Suisse
Compt. d'escompt.	680	Ouest-Suisse
V. de Par., Obi. d.	1130	Romains
d°	52 1075	Valeurs diverses
d°	58 418	Quatre-Lanaus
Empr. Belge	89 51	Benigne
— Piémont	91	Lin Mabry
— Autrich.	440	Zinc Vile-Mont.
— Naples	114	Palais de Crustai
— Romain	91	S. de la rue Rivoli
— Turc 1854	91	Voitures Omnibus
— Esp. int. 3 1/2	40	Petites Voitures

et inno-
cité
d'impé-
riales,
conseils
de sa-
lubre-
tation,
garni de
30 c.; le
flacon, 8
fr., 1 fr. 25,
75 c., 40 c.,
tous les
épiciers
droguistes,
etc.; à Lyon,
Bagnard, 10 et 11; maison à Paris, rue
d'Honoré, 125; Marseille, rue de Noailles
Londres, 63, Green-Street, Soho-Square
celone, à
calle de
Cireg, 5;
Bruxelles,
petit
des
Bouchers,
12.

ette
nistres
it au
mani-
a cru
us les
e, ap-
ront,
dans
a sui-

et immunité garantie par dix-sept rapports
d'innocuité et de sociétés impériales, conseils
géné et de salubrité. Soufflet garni de po
50 c.; le flacon, 8 fr., 1 fr. 25, 75 c., 40 c.
tous les épiciers droguistes, etc.; à Lyon
Bugeaud, 10 et 11; maison à Paris, rue
Hémery, 125; Marseille, rue de Noailles
Londres, 53. Creek-Street, Soho-Square
celone, calle de Cires, 5; Bruxelles, petite
des Bouchers, 12.

suiv-

TOY EN AΓΓΛΙΑΣ ΠΑΤΡΟΣ ΗΜΩΝ
LORESTINO

Philosophou kai martyras ta eureskόμενα
S. P. N. JUSTIN
 PHILOSOPHI ET MARTYRIS
 OPERA QUÆ EXSTANT OMNIA,
 Neenon Tatiani, Hermia, Athenagore

Philosophus xal' μαρτυρος τὰ εὐσεβήματα
S. P. N. JUSTIN
 PHILOSOPII ET MARTYRIS
 OPERA QUAE EXSTANT OMNIA,
 Necnon Tatiani, Hermiae, Atheagorae
 Theophilii quae supersunt; cum mss. co-
 collata, ac novis interpretationibus, notis,
 notitionibus et praefatione illustrata opera et
 D. Prudentii Marapri presbyteri et monachi
 aegregationis S. Mauri, Accedunt ad calce-

Theophili quæ supersunt; cum mss. co-
collata, ac novis interpretationibus, notis
nitionibus et præfatione illustrata opera et
D. Prudentii Narapri presbyteri et monachi
graduatione S. Mauri. Accedunt ad calcem
Joannis Ilfenrii Notte conjectura et emenda
in omnes Iulij voluminis scriptiões, et var
dicum ab ipso denuo collatorum lectione
et scholia in Justinum maximam partem in
in Taliunum eundemque, in Athenagoram

Johannis Henrici Nolte conjecturae et emendationes in annis Injux voluminis scripturae, et variis diebus ab ipso denuo collatorum lectione et scholia in Justinum maximam partem in Injux emendatis, in Aethnagoriam primum edita avarit. Accurate et recte J. P. MIGNÉ. 1 vol. in-4°. Prix : 52 fr.

Aux Ateliers catholiques.

Gérance et Imp. de L. MIGNÉ, au Petit-Monastère.

[FONDS PUBLIC		CHEMINS DE FER FRANÇAIS ET ÉTRANGERS.	
3012	comptant 69 40	Orléans 1217	•
	fin cour. 69 40	Nord 817 5	•
	d' Emprunt J. 1856	Est, act. anciennes 618 7	•
	d' Emprunt J. 1856	Chemins de fer nouvelles 735	•
	d' Emprunt J. 1856	Paris à Lyon 482 2	•
	d' Emprunt J. 1856	Lyon à la Médit. 267 5	•
472	comptant 95 50	Midi 816	•
	fin cour. 95 50	Ouest 585	•
	d' Emprunt J. 1856	Grand-Central 610	•
	d' Emprunt J. 1856	Lyon à Genève 113	•
	d' Emprunt J. 1856	Saint-Rambert 630	•
	d' Emprunt J. 1856	Bord. à la Teste 110	•
6 1/2	J. 22 sept. 57	Orléans à Paris 610	•
Banq. de France	5050	Béliers 135	•
Credit fonc. (act.)	100	Société autrich. 678	•
d' Obl. de (100)	100	Victor-Emmanuel 421	•
Credit mobilier	665	Central-Suisse 470	•
Compt. d'escompt	680	Ouest-Suisse 400	•
V. de Par. (Obl.)	49 110	Romains 170	•
d' — 52	1075	Valeurs diverses	•
d' — 53	415	Quail-Canaud 1150	•
Empr. Belg.	99 5/8	Bourgoigne 825	•
— Autrich.	90 1/2	Maestricht 500	•
— Naples	114	Zinc Vile-Mont. 630	•
— Romain	91	Palais de Cristal 97	•
— Turc 1854	91	S. de la Rive Rivoli 900	•
— Esp. int. 5 1/2	40	Volitures Omnibus 900	•
		Petites Volitures	•

INSECTICIDE VICAT Mort aux punaises, puces, punaises, fourmis, mouches, tous insectes. Efficace et inoffensif garanti par dix-sept rapports d'académiciens et de sociétés impériales, conseillés d'hygiène et de salubrité. Soufflet grain de poudre 50 c.; le flacon, 8 fr., 1 fr. 25, 75 c., 40 c. Chez tous les épiciers droguistes, etc.: à Lyon, rue Bugeaud, 10 et 11; maison à Paris, rue Saint-Honoré, 125; Marseille, rue de Noailles, 33; Lambers, 53. Greek-Street, Soho-Square; Barcelone, calle de Cires, 5; Bruxelles, petite rue des Bouchers, 12.

ΤΟΥ ΕΝ ΑΓΙΟΙΣ ΠΑΤΡΟΣ ΗΜΩΝ
ΙΟΥΣΤΙΝΟΥ

Φιλοσόφου καὶ μάρτυρος τὰ εὐρισκόμενα πάντα
S. P. N. JUSTINI

PHILOSOPHI ET MARTYRIS
OPERA QUÆ EXSTANT OMNIA,
Necnon Tatiani, Hermiae, Athenagoræ et

Theophili quæ supersunt; cum mss. codicibus collata, ac novis interpretationibus, notis, additionibus et præfatione illustrata opera et studio D. Prudentii Marani presbyteri et monachi et Congregationis S. Mauri. Accedunt ad calcem libri

Joannis Henrici Nolte conjecturae et emendationes
in omnes hujus voluminis scriptores, et variae
dicum ab ipso denuo collatorum lectiones; quae
et scholia in Justinum maximam partem inedita
in Tatianum emendatus. in Athenagoram nu

Aux Ateliers catholiques.

Gérance et Imp. de L. MIGNE, au Petit-Montroi